

Préparer l'après-Valls

Pour la première fois dans la Ve République, un Premier ministre n'obtient pas la majorité absolue lors d'un vote de confiance. La base politique du gouvernement Valls 2 s'amenuise : les députés socialistes qui ont refusé leur confiance sont trois fois plus nombreux qu'en avril.

Le discours de Manuel Valls a été moins tonitruant que lors du premier vote de confiance. Il est vrai que lorsque l'on a pour seules annonces concrètes à faire l'augmentation du minimum vieillesse de 8 euros, et une prime « exceptionnelle » de 40 euros pour les retraites inférieures à 1200 euros, il n'y a pas de quoi retrouver la confiance des citoyens! Et, mépris pour le Parlement ou improvisation supplémentaire, la décision de supprimer la première tranche des impôts est faite sur une radio le lendemain du discours à l'Assemblée.

Manuel Valls enterre la promesse du candidat Hollande d'une grande réforme fiscale qui devait redonner à l'impôt direct (sur le revenu des personnes physiques mais surtout sur les bénéfices des sociétés) la primauté par rapport aux impôts indirects (TVA) qui frappe du même taux d'imposition le PDG et le salarié payé au SMIC.

L'expression « haut-le-coeur fiscal » employée par Manuel Valls cache que les plus riches et, en premier lieu, les sociétés savent pratiquer l'optimisation fiscale voire la fraude fiscale, alors que la haine des riches pour l'impôt progressif n'a rien à voir avec le sentiment de révolte populaire de ceux qui ont des fins de mois difficiles du fait de salaires trop faibles et de retraites insuffisantes.

Dans sa conférence de presse, le président de la République a dit qu'il irait au bout de son mandat. Mais personne à gauche ne lui demande d'écourter son mandat, chacun sait qu'une dissolution entraînerait aujourd'hui le retour de la droite accompagné d'un vote important d'extrême-droite. La question d'un changement de Premier ministre se posera immanquablement à court terme. Il est vraisemblable que Manuel Valls aura beaucoup de mal à faire passer les mesures d'austérité qu'il prévoit pour le budget 2015, sauf à utiliser le 49-3.

De plus en plus d'élus et de militants socialistes expriment publiquement leur inquiétude à propos de la politique menée qui s'éloigne de plus en plus de ce pour quoi nous avons été élus et qui ne produit aucun résultat, notamment sur les deux questions les plus importantes pour nos concitoyens : l'emploi et le pouvoir d'achat.

C'est dès maintenant que l'après-Valls se prépare. Pour répondre aux aspirations populaires, il faut en revenir au projet socialiste, aux 60 engagements et à l'esprit du discours du Bourget.

En région, dans les villes et les départements, les états généraux du Parti socialiste ne peuvent pas être que des débats entre socialistes. Ils devraient être l'occasion de débats ouverts avec l'ensemble des forces de gauche. Changer de cap pour sauver le quinquennat, cela nécessite aussi de débattre pour rassembler la gauche sur un programme de gauche.